



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

**Pôle Élevages Est**

Savigny-le-Temple, le 14 avril 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SAS LE PARC DES FELINS**  
PARCS ZOOLOGIQUES DE LUMIGNY  
DOMAINE DE LA FORTELLE  
77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

Références : E-PEE/Maz/230877  
Code AIOT : 0057700122

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement zoologique, exploité par la SAS "LE PARC DES FELINS" et implanté Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77). L'inspection a été annoncée le 11/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dimanche 9 avril 2023, un incident impliquant un soigneur et une panthère du Sri-Lanka est survenu au sein de l'enclos C3 du secteur "Parc des Félines" des parcs zoologiques de Lumigny (77). Suite à l'information transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées, cette dernière a ouvert une procédure de gestion post-accidentelle et s'est rendue sur place, le jeudi 13 avril 2023, pour une première réunion et une visite visant à construire le retour d'expérience de l'incident.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LE PARC DES FELINS – PARCS ZOOLOGIQUES DE LUMIGNY
- DOMAINE DE LA FORTELLE 77540 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX
- Code AIOT : 0057700122
- Régime : Autorisation (Rubrique n° 2140 "Parcs zoologiques et aquariums")
- Statut Seveso : Non
- Statut IED – MTD : Non

Les parcs zoologiques de Lumigny, divisés en deux secteurs, "Parc des Félines" et "Terre de Singes", s'étendent sur 90 hectares, entre Rozay-en-Brie et Coulommiers. Ils présentent une large diversité d'animaux de la faune sauvage. Ils sont réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2022. Des travaux visant à étendre l'établissement vont prochainement commencer.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécurité générale
- Intégrité des installations animalières
- Procédures internes
- Exécution du plan de secours

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les parcs zoologiques de Lumigny sont une référence internationale dans le domaine de la conservation de certaines espèces d'animaux sauvages menacées d'extinction. 300 000 visiteurs d'y rendent chaque année.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Règlement de service	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.7	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.2	/	Sans objet
4	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1	/	Sans objet
5	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.4	/	Sans objet
6	De la prévention des accidents.	Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les premiers éléments de retour d'expérience de l'incident du dimanche 9 avril 2023 doivent conduire l'exploitant à revoir rapidement sa procédure de mise en sécurité des visiteurs en cas de fuite d'un animal dangereux hors de son enclos. Dans un second temps, une mise à niveau des bâtiments de soin, liés aux enclos abritant des espèces dangereuses, devra être engagée.

## 2-4) Fiches de constats

### POINT DE CONTRÔLE N° 1 : De l'organisation générale des établissements.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en oeuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en oeuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en oeuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'incident survenu le dimanche 9 avril 2023 est intervenu durant la tournée du soigneur chargé des Grands Félin.  Sa tournée concerne 20 enclos du secteur "Parc des Félin", abritant des félinés de grande taille, classés dangereux : - enclos A2, A11, A12, A13, - enclos C1 à C3, C8 à C12, C15, C16, C18 et C19, - enclos E1 à E3.  Elle dure deux heures et débute une heure avant la fermeture du parc au public.  Durant son parcours, il est encadré par un responsable du service "Animalier" et par un capacitaire. Le jour de l'incident, sa supervision était assurée par l'adjointe du chef animalier et par le président de l'établissement, titulaire du certificat de capacité "Félin".  L'accès aux différents locaux animaliers de la tournée de ce soigneur est régi par un unique protocole, désigné sous la référence "Enclos de niveau 3 : Félin dangereux" dans le règlement de service de l'établissement.  Il convient de préciser que le soigneur accidenté dispose des qualifications et de l'expérience nécessaires à son activité. Il assure même la formation des autres soigneurs et vient de bénéficier d'une promotion interne. Son encadrement est également titulaire des titres nécessaires à leurs fonctions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Règlement de service

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe : - les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ; - les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ; - les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ; - les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ; - les règles propres à assurer le bien-être des animaux. Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.
<b>Constats :</b> L'établissement dispose d'un règlement de service, qui contient notamment des protocoles pour l'accès aux différents types d'enclos. L'incident du dimanche 9 avril est intervenu dans l'enclos C3 du secteur "Parc des Félines", qui relève du protocole "Enclos de niveau 3 : Félines dangereux" du règlement de service.  Ce protocole détaille la séquence des actions à réaliser, leur ordre, les précautions à prendre à chaque étape.  L'analyse des événements, reconstitués à partir des témoignages des personnes présentes, y compris le soigneur accidenté, et d'une visite des lieux concernés, met en lumière une dérive dans l'application du protocole de rentrée des animaux, juste avant l'incident.  En effet, le soigneur n'a pas achevé totalement le protocole de rentrée de la panthère mâle dans la loge n° 5 du bâtiment de soin animalier, avant de relancer le protocole de rentrée de l'animal suivant dans la loge n° 4, puisqu'il n'a pas fermé la trappe de la loge n° 5, avant d'ouvrir la porte d'accès pour installer l'appât dans la loge n° 4.  Or, contrairement aux quatre autres loges, la loge n° 5, qui est plus petite et plus sombre que les autres, ne dispose pas d'une trappe d'accès direct à l'enclos. La trappe de la loge n° 5 donne sur la loge n° 4, que l'animal doit traverser pour se rendre dans son logement. Il semblerait que cette différence vient du fait que la loge n° 5 n'est pas une loge de soin, comme les quatre autres, mais une loge de mise-bas, dont la destination a été changée, à priori en raison d'un nombre de félins plus important que prévu au moment de la conception du bâtiment.  Il en découle que l'oubli de la fermeture de la trappe des loges n° 1 à 4, une fois les animaux rentrés, n'a pour conséquence que de pouvoir les laisser ressortir dans leur enclos, sans autre danger pour l'être humain. L'oubli de la fermeture de la loge n° 5 peut avoir des conséquences bien plus dangereuses.  Ainsi, si le protocole est le même pour les cinq loges, la loge n° 5 constitue une variation conceptuelle, qui rend moins automatique l'application de la séquence et supprime une des marges de sécurité, de facto, existantes pour les autres loges.  A la lumière de l'expérience, ce point ne semble pas suffisamment pris en compte dans la mise en œuvre du protocole "Enclos de niveau 3 : Félines dangereux". Il conviendra de revoir cela et de s'interroger sur la pertinence de l'utilisation des loges de mise-bas, quand elles n'ont pas de trappe donnant directement sur l'enclos, à d'autres fins que celle pour laquelle elles ont été conçues.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Plan de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 2>2.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Fonctionnement général
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :- les moyens et les procédures à mettre en oeuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.
<b>Constats :</b> Lors de l'incident du dimanche 9 avril 2023, deux parties du plan de secours ont été mises en oeuvre :  - l'alerte "accident soigneur" et l'évacuation d'un membre du personnel blessé par un animal, - la mise en sécurité des visiteurs.  Sur le premier point, il y a lieu de constater l'importance majeure du talkie-walkie, imposé par l'article 4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2022, qui a permis de diffuser l'alerte auprès des membres du personnel et de l'encadrement.  Sur le second point, la mise en sécurité des visiteurs se trouvant dans le secteur "Parc des Félin", grand de plusieurs dizaines d'hectares, a été confiée à trois membres du personnel, évoluant à pied ou en vélo. Par ailleurs, il a été procédé au rabattage des visiteurs vers l'accueil principal pour leur mise en sécurité. A la lumière de l'expérience, il apparaît que ce protocole n'est pas efficient, compte-tenu des surfaces de chemins pédestres à couvrir et des distances existant entre les différents points du parc et le lieu de mise à l'abri. Dans l'hypothèse où un animal dangereux se serait échappé de son enclos et divaguerait librement dans les espaces ouverts au public, sans forcément être localisé précisément, la présence de groupes de visiteurs marchant à découvert pendant 10 à 20 minutes pour rejoindre un lieu sûr constitue un risque de sécurité. Le personnel chargé de l'alerte, évoluant sans protection particulière, pourrait lui-même constituer une cible pour l'animal. Sa mise hors de service conduirait à couper la diffusion de l'alerte dans les allées du parc.  Il est nécessaire de revoir cette partie du plan de secours, en prévoyant une diffusion de l'alerte plus sécurisée et une mise à l'abri plus rapide, en tenant compte des distances et surfaces importantes qui sont celles de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**POINT DE CONTRÔLE N° 4 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est tenu de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de son personnel ayant reçu une formation de secouriste. Une surveillance 24h/24 de l'installation est assurée par une présence humaine sur le site.
<b>Constats :</b> A la lumière de l'incident du dimanche 9 avril, il apparaît que cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 5 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>3.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le soir même de l'incident. Un premier rapport d'incident a été transmis le mardi 11 avril, à la réouverture des services préfectoraux.  Cette prescription a été respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 6 : De la prévention des accidents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque soigneur possède sur lui un Talkie-Walkie permettant de joindre et d'être joint par la direction.
<b>Constats :</b> Le soigneur accidenté portait bien sur lui son talkie-walkie. Cet équipement, via son dispositif "homme mort", a permis de lancer l'alerte, le soigneur étant en même temps en train de gérer un animal libéré et agressif. Cette prescription a été respectée.  Il convient d'insister sur le caractère obligatoire et impératif, au regard des obligations de l'établissement pour la sécurité de son personnel, des visiteurs, mais aussi du voisinage, de ce dispositif prescrit par arrêté préfectoral, dont l'utilité pour l'alerte et la prévention des suraccidents a été démontrée à l'occasion de l'incident du dimanche 9 avril 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**POINT DE CONTRÔLE N° 7 : Des installations d'hébergement  
et de présentation au public des animaux sauvages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2022, article 1>5.7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées. Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées. La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux. Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle relatif à la mise en œuvre du règlement de service, une dérive dans l'application du protocole a été constatée lors de l'incident du dimanche 9 avril 2023.</p> <p>Cette dérive, quelles qu'en soient les causes, n'a pas été compensée par un dispositif de sécurité des installations, aucun n'étant présent dans le bâtiment considéré. Cette absence paraît préjudiciable et n'est pas sans lien avec l'ampleur prise par l'incident, qui aurait pu être bien plus importante encore sans le sang-froid du soigneur. Il semble nécessaire de revoir les systèmes de sécurité des trappes et des portes intérieures, pour qu'un minimum d'asservissement, en rapport avec le séquençage du protocole d'accès, soit mis en place.</p> <p>La porte principale d'accès, dont le système de fermeture ne permet pas une ouverture ou une fermeture rapide et ne délivre aucune alerte en cas d'ouverture intempestive et de mauvais verrouillage, ne paraît pas adaptée à la nature des animaux détenus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois